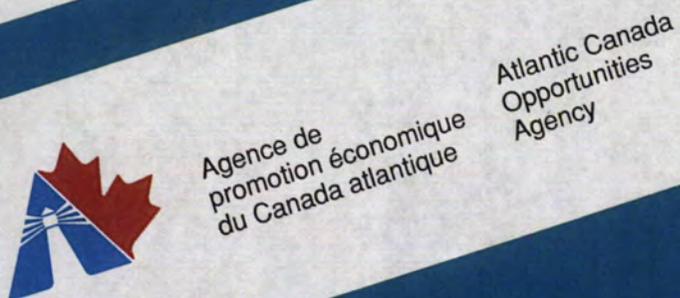


LOI SUR LES PRÊTS AUX PETITES ENTREPRISES

Rapport annuel sur les activités de la période de
12 mois se terminant le 31 mars 1990



LOI SUR LES PRÊTS AUX PETITES ENTREPRISES

**Rapport annuel sur les activités de la période de 12 mois
se terminant le 31 mars 1990**

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1991
N° au cat. : C1-1/1990
ISBN 0-662-57287-4
PU 0170-90-03

Son Excellence le très honorable Ramon John Hnatyshyn, C.P., C.C., C.M.M., C.D., C.R.
Gouverneur général et Commandant en chef du Canada
Résidence du Gouverneur général
1, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
K1A 0A1

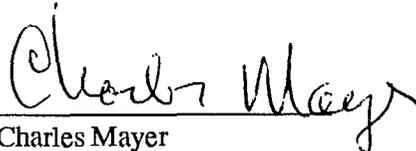
Votre Excellence,

Conformément aux dispositions de l'article 11 de la *Loi sur les prêts aux petites entreprises*, nous avons l'honneur de présenter à Votre Excellence le rapport sur l'application de cette loi pour la période de 12 mois se terminant le 31 mars 1990.

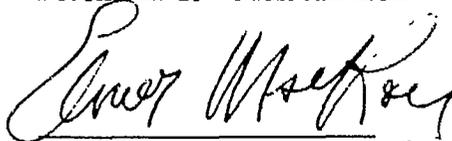
Nous vous prions d'agréer, Votre Excellence, nos respectueuses salutations.



Tom Hockin
Ministre d'État
Petites entreprises et Tourisme



Charles Mayer
Ministre de la Diversification de
l'économie de l'Ouest canadien



Elmer MacKay
Ministre chargé de l'application
de la *Loi sur l'Agence de promotion
économique du Canada atlantique*

Table des matières

Introduction	1
Historique	2
Les principales modifications	2
Les prêteurs autorisés	3
Les emprunteurs admissibles	4
Les motifs d'emprunt	5
Les résultats d'exploitation	6
Ensemble du Programme	6
Ouest canadien	7
Centre et nord du Canada	8
Canada atlantique	9
Dette éventuelle de l'État envers les prêteurs autorisés	10
Années d'activité des petites entreprises emprunteuses	11
Emploi dans les petites entreprises emprunteuses	11
Événements subséquents	11

Tableaux

1	Résumé des activités — Ensemble du Programme	12
2	Nombre de prêts aux entreprises (PAE) consentis et moyenne de ces prêts par région	13
3	Sommaire des créances payées, recouvrements et droits	14
3a	Sommaire des créances payées, recouvrements et droits par région	15
4	PAE versés, remboursements effectués et solde impayé du capital	16
5	PAE par type d'établissement de prêts et par province	17
5a	PAE — Banques à charte par province	18
5b	PAE — <i>Credit Unions</i> , caisses populaires et sociétés coopératives de crédit par province	20
5c	PAE — Sociétés de fiducie, compagnies d'assurances et sociétés de prêt par province	21
6	PAE par type d'entreprise commerciale et par province	22
7	Prêts concernant l'outillage mobile par type d'entreprise commerciale et par province	23
8	Prêts concernant l'outillage fixe par type d'entreprise commerciale et par province	24
9	Prêts consentis pour l'amélioration des locaux par type d'entreprise commerciale et par province	25
9a	Prêts consentis pour financer la construction de locaux par type d'entreprise commerciale et par province	26
9b	Prêts consentis pour l'achat de locaux par type d'entreprise commerciale et par province	27
10	Prêts consentis pour l'achat de terrains par type d'entreprise commerciale et par province	28

Graphiques

1	Activités passées concernant les prêts — Ensemble du Programme, Montant des prêts	1
2	Modifications affectant le montant maximum du solde à rembourser	2
3	Modifications affectant le montant du revenu annuel brut estimatif	3
4	Répartition des prêts selon les types d'entreprise — Ensemble du Programme	4
5	Répartition des prêts par catégorie — Ensemble du Programme	5
6	Activités passées concernant les prêts — Nombre de prêts	6
7	Répartition des prêts par région — Total : 13 772	7
8	Répartition des prêts par région — Montant total : 538 777 491 \$	8
9	Nombre et valeur des prêts — Ensemble du Programme	9

Introduction

Le présent rapport annuel sur les activités reliées à la *Loi sur les prêts aux petites entreprises* est présenté par trois ministres pour les raisons suivantes :

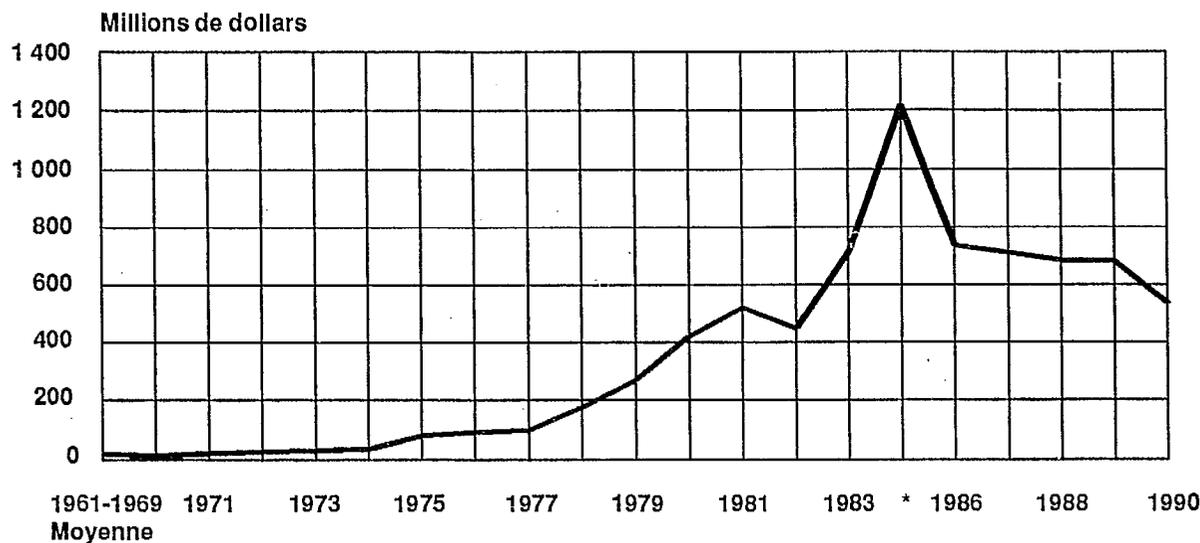
1. Le 5 juin 1987, le ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique était nommé Ministre chargé de l'application de la Loi pour les petites entreprises installées en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, à l'Île-du-Prince-Édouard et à Terre-Neuve. Dans le présent rapport, les termes « Canada atlantique » et « ATL » désignent la région constituée par ces quatre provinces.

2. Le 4 août 1987, le ministre responsable de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien a été nommé Ministre chargé de l'application de la Loi pour les petites entreprises installées au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique. Dans le présent rapport, les termes « Ouest canadien » et « OUEST » désignent la région constituée par ces quatre provinces.

3. Le ministre d'Industrie, Sciences et Technologie demeure le Ministre chargé de l'application de la Loi pour les petites entreprises installées au Québec, en Ontario ainsi que dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon. Il demeure également le Ministre chargé de l'application de tous les autres aspects de la Loi. Depuis 1977, le ministre d'Industrie, Sciences et Technologie a délégué ses responsabilités à l'égard de la Loi au ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme). Dans le présent rapport, le terme « Centre et nord du Canada » ou encore « Centre » désigne les deux provinces et les deux territoires susmentionnés.

Graphique 1

Activités passées concernant les prêts — Ensemble du Programme
Montant des prêts



Source : Banque de données sur la *Loi sur les prêts aux petites entreprises*.

*Période de 15 mois allant du 1^{er} janvier 1984 au 31 mars 1985, par la suite période de 12 mois se terminant le 31 mars.

Historique

Cette loi, en vigueur depuis janvier 1961, vise à accroître la disponibilité des prêts ayant pour objet l'établissement, l'agrandissement, la modernisation et l'amélioration des petites entreprises commerciales.

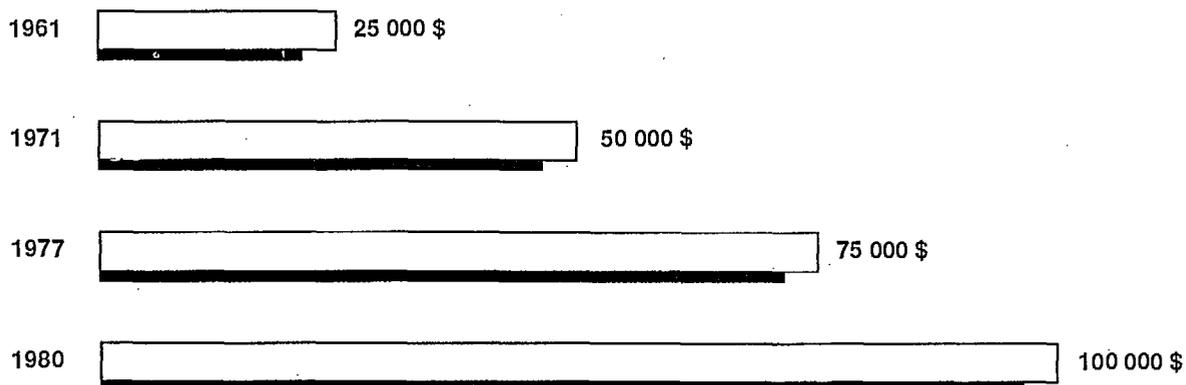
En vertu de la Loi, le Ministre est tenu de payer à un prêteur autorisé 85 p. 100 de toute perte qu'a subie le prêteur par suite d'un prêt destiné à l'amélioration d'entreprises si ce prêt a été contracté après le 31 mars 1985, et ce, à condition que le prêteur ait prouvé qu'il avait besoin d'être dédommagé de ces prêts et que les dispositions de la Loi aient été respectées. Les principales exigences portent sur l'admissibilité de l'emprunteur en tant que petite entreprise désignée, les motifs admissibles justifiant l'attribution d'un prêt, le montant maximum du solde à rembourser par tout emprunteur à quelque moment que ce soit, la période de remboursement maximum, le taux d'intérêt maximum pouvant être perçu de l'emprunteur et les garanties minima à prendre.

Les principales modifications

Depuis 1961, plusieurs modifications ont été apportées à la Loi, dont voici les plus importantes :

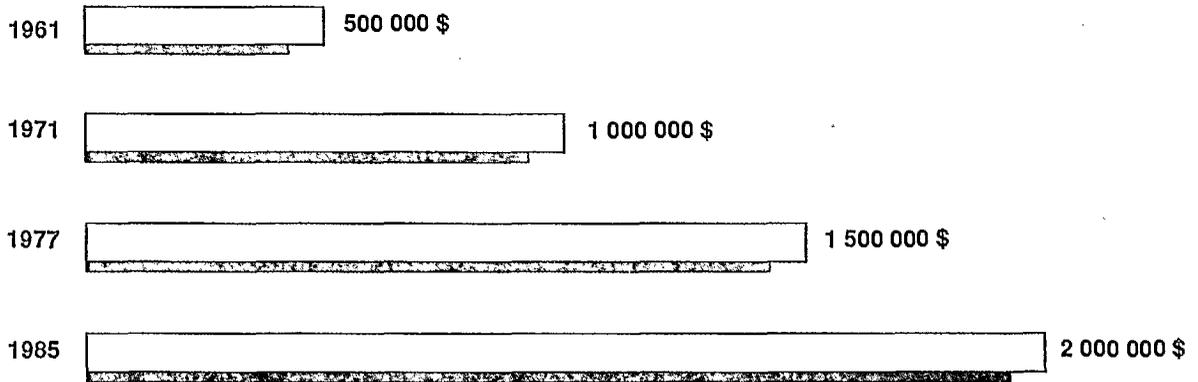
1. Les modifications affectant le montant maximum du solde à rembourser par tout emprunteur à quelque moment que ce soit :

Graphique 2



2. Les modifications affectant le montant du revenu annuel brut estimatif de façon à définir une petite entreprise commerciale :

Graphique 3



3. En février 1978, la formule utilisée pour établir le taux d'intérêt maximum pouvant être perçu par le prêteur a été modifiée; ainsi, d'un taux fixe déterminé semestriellement, le taux d'intérêt maximum suit désormais le taux préférentiel des banques à charte plus 1 p. 100, et fluctue en fonction de ce taux pour la durée du prêt.

4. Depuis avril 1985, les prêteurs doivent payer un droit initial de 1 p. 100 au gouvernement au moment où le prêt est consenti et, en vertu d'une nouvelle méthode de partage des pertes, celles-ci sont partagées entre le gouvernement et les prêteurs dans une proportion de 85:15 plutôt que d'être entièrement payées par le gouvernement.

5. A compter du 2 novembre 1987, la définition d'entreprise commerciale a été élargie et comprend dorénavant les entreprises de pêche. De plus, les caisses populaires, les *Credit Unions* et autres sociétés coopératives de crédit ont été autorisées à fixer et à réviser le taux d'intérêt d'un prêt consenti aux termes de la Loi selon une méthode similaire à celle des banques à charte et des succursales du Trésor de l'Alberta.

Les prêteurs autorisés

Depuis la promulgation de la Loi en 1961, toutes les banques dotées d'une charte en vertu de la *Loi sur les banques* sont, de ce fait, désignées comme établissements de crédit. Par suite des changements effectués en mars 1970, les dispositions de la Loi ont été élargies pour englober les *Credit Unions*, les caisses populaires et toutes les autres sociétés coopératives de crédit ainsi que les sociétés de fiducie, les compagnies d'assurances et de prêt qui, sur demande, sont désignées par le Ministre comme banque aux termes de la Loi. En 1974, les succursales du Trésor de l'Alberta ont également été comprises dans cette catégorie.

Loi sur les prêts aux petites entreprises

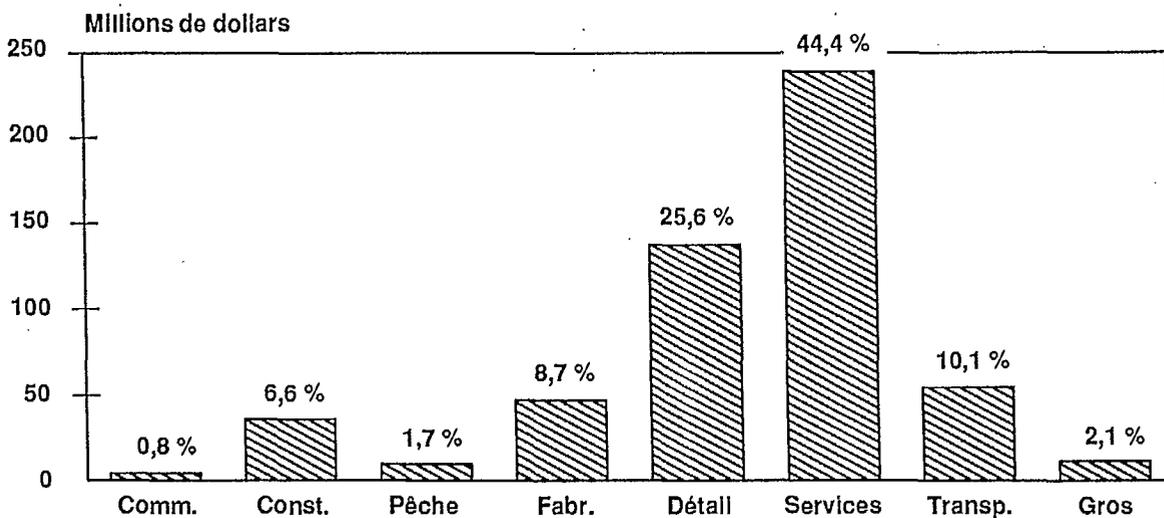
Les tableaux 5a, 5b et 5c présentent la liste des prêteurs qui ont consenti chacun plus de 1 000 000 \$ en prêts en vertu de la Loi, et ce, pendant l'année à l'étude.

Les emprunteurs admissibles

Toute entreprise à but lucratif en activité au Canada dans un des secteurs suivants, tel que défini dans les *Règlements sur les prêts aux petites entreprises*, a le droit d'emprunter aux termes de la Loi, à condition que son revenu brut estimatif ne dépasse pas 2 000 000 \$ au cours de l'année où la demande est faite, soit :

- les communications (Comm.)
- les entreprises de construction (Constr.)
- la pêche (Pêche)
- la fabrication (Fabr.)
- le commerce de détail (Détail)
- les entreprises de services (Services)
- les transports (Transp.)
- le commerce de gros (Gros).

Graphique 4 Répartition des prêts selon les types d'entreprise — Ensemble du Programme
Du 1^{er} avril 1989 au 31 mars 1990



Source : Banque de données sur la Loi sur les prêts aux petites entreprises (consulter le tableau 6, p. 22).

Les motifs d'emprunt

Les prêts peuvent être consentis par un prêteur autorisé pour les motifs suivants :

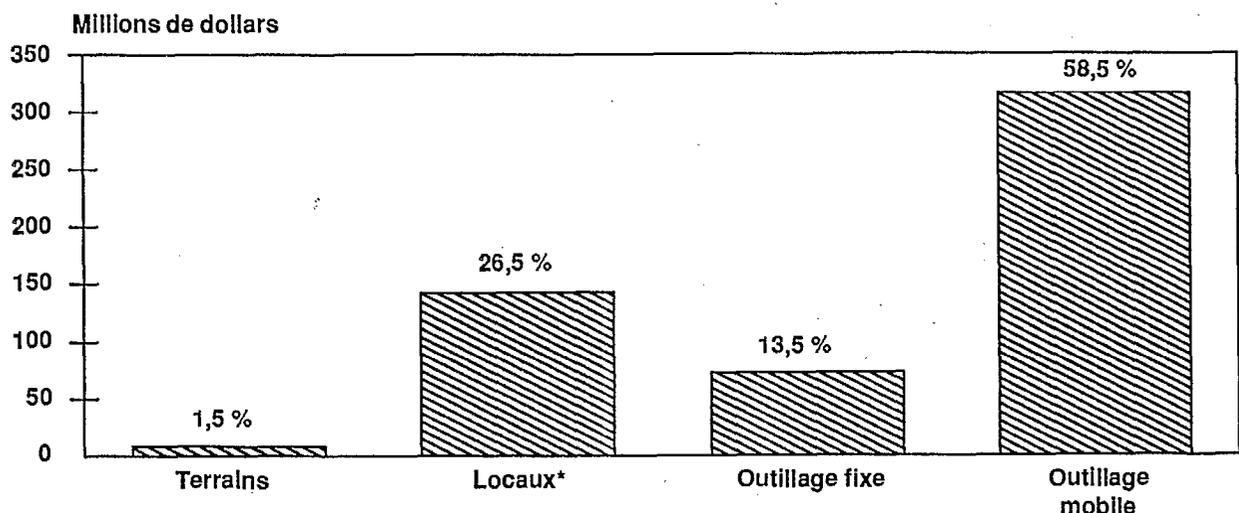
- Prêts sur les terrains
 - l'achat des terrains nécessaires à l'exploitation d'une petite entreprise commerciale;
- Prêts sur les locaux
 - la rénovation, l'amélioration, la modernisation ou l'agrandissement de locaux, la construction ou l'achat de locaux;
- Prêts sur l'outillage fixe
 - l'achat, l'installation, la rénovation, l'amélioration ou la modernisation d'outillage d'un genre généralement assujéti à un bien immeuble ou réel;
- Prêts sur l'outillage mobile
 - l'achat, la rénovation, l'amélioration ou la modernisation d'outillage d'un genre généralement non assujéti à un bien immeuble ou réel.

Des prêts ne peuvent être obtenus pour le financement des stocks, l'accroissement du fonds de roulement ou le refinancement des dettes.

Les prêts destinés à l'amélioration d'entreprises peuvent servir à financer jusqu'à 90 p. 100 des coûts des terrains et des locaux et jusqu'à 80 p. 100 des coûts de l'outillage.

Graphique 5

*Répartition des prêts par catégorie — Ensemble du Programme
Du 1^{er} avril 1989 au 31 mars 1990*



Source : Banque de données sur la Loi sur les prêts aux petites entreprises (consulter les tableaux 7-10, p. 23-28).

*Aux fins de la Loi, les « locaux » à l'exclusion des terrains.

Les résultats d'exploitation

Ensemble du Programme

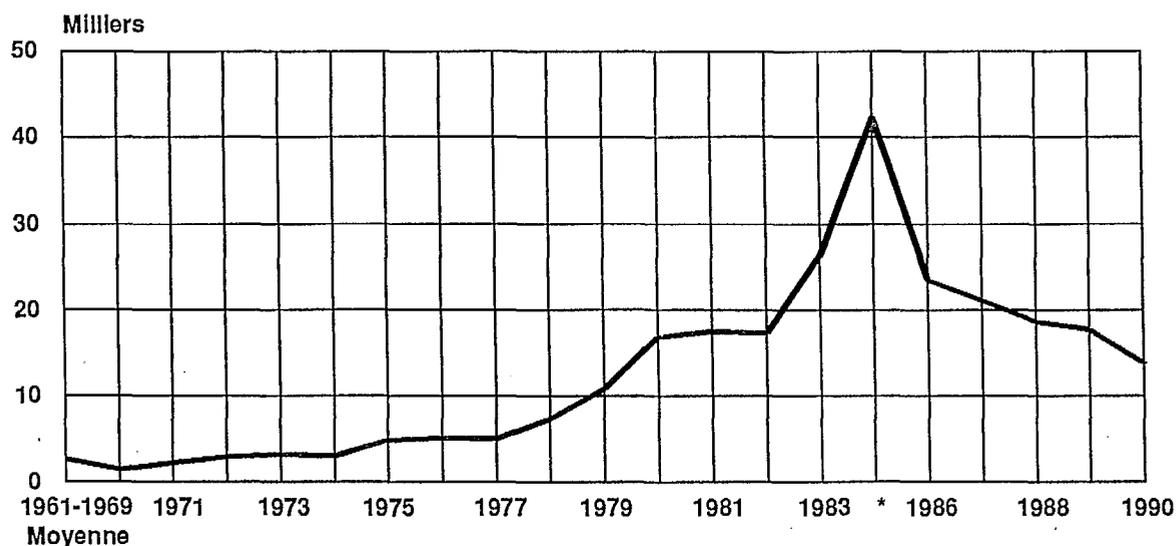
Pendant les 12 mois à l'étude, 13 772 prêts destinés à l'amélioration d'entreprises ont été attribués, représentant un total de 538 777 491 \$. La moyenne des prêts consentis a changé, passant de 38 506 \$ à 39 121 \$ pendant la période de 12 mois se terminant le 31 mars 1990.

De la valeur financière des prêts consentis pendant la période à l'étude, 72 600 000 \$, ou 13,5 p. 100, ont servi à financer l'achat, l'installation, la rénovation, l'amélioration et la modernisation d'**outillage fixe**; 315 100 000 \$, ou 58,5 p. 100, ont servi à financer l'achat, la rénovation, l'amélioration et la modernisation d'**outillage mobile**; 143 200 000 \$, ou 26,5 p. 100, ont servi à financer la rénovation, l'amélioration, la modernisation, l'agrandissement, la construction et l'achat de **locaux** (à l'exclusion des terrains), tandis que 7 900 000 \$, ou 1,5 p. 100, ont servi à financer l'achat de **terrains**.

Comme par les années passées, **les entreprises de services** ont profité plus que les autres des facilités d'emprunt aux termes de la Loi et, pour la période de 12 mois à l'étude, ont reçu 239 300 000 \$, ou 44,4 p. 100; du total des prêts. Viennent ensuite les **établissements de vente au détail**, avec 137 600 000 \$, ou 25,6 p. 100; le **secteur des transports**, avec 54 600 000 \$, ou 10,1 p. 100; les **entreprises de fabrication**, avec 46 900 000 \$, ou 8,7 p. 100; les **entreprises de construction**, avec 35 800 000 \$, ou 6,6 p. 100; les **établissements de vente en gros**, avec 11 100 000 \$, ou 2,1 p. 100; la **pêche** avec 9 400 000 \$, ou 1,7 p. 100; et le **secteur des communications**, avec 4 100 000 \$, ou 0,8 p. 100.

Graphique 6

Activités passées concernant les prêts — Ensemble du Programme
Nombre de prêts



Source : Banque de données sur la Loi sur les prêts aux petites entreprises.

*Période de 15 mois allant du 1^{er} janvier 1984 au 31 mars 1985, par la suite période de 12 mois se terminant le 31 mars.

Depuis la création du Programme en 1961 jusqu'au 31 mars 1990, quelque 281 898 prêts destinés à l'amélioration d'entreprises, représentant la somme de 7 727 208 700 \$, ont été consentis. Au cours de cette même période, des paiements ont été versés aux prêteurs, aux termes des dispositions de garanties de la Loi, en réponse à 12 304 réclamations évaluées à 273 621 948 \$. Au 31 mars 1990, le coût net des réclamations payées aux prêteurs passait à 232 888 901 \$, étant donné que 7 387 496 \$ ont été perçus depuis le début du Programme au titre des créances subrogées et qu'un montant de droits totalisant 33 345 551 \$ a été perçu au chapitre des prêts destinés à l'amélioration d'entreprises inscrites depuis le 1^{er} avril 1985.

Ouest canadien — Manitoba, Saskatchewan, Alberta et Colombie-Britannique

Sur l'ensemble des prêts consentis dans le cadre du Programme, 4 387 prêts destinés à l'amélioration d'entreprises, soit 145 877 422 \$, ont été attribués dans l'ouest du Canada au cours des 12 mois qui se sont terminés le 31 mars 1990. La moyenne des prêts consentis s'est accrue, passant à 33 252 \$ comparativement à 34 673 \$ pour l'exercice financier précédent.

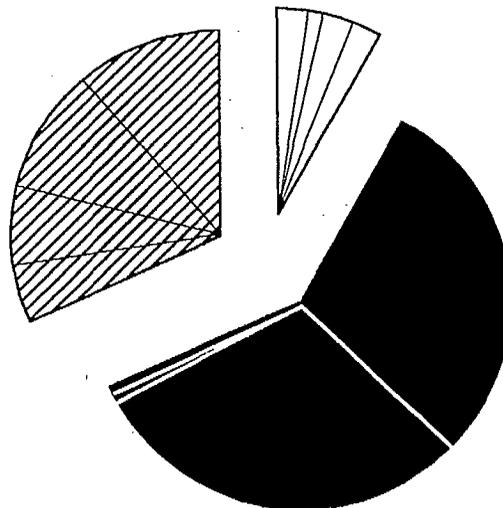
Sur les 145 900 000 \$ prêtés pendant la période à l'étude, 10 000 000 \$, ou 6,9 p. 100, ont servi à financer de l'**outillage fixe**; 105 200 000 \$, ou 72,2 p. 100, ont servi à financer de l'**outillage mobile**; 27 700 000 \$, ou 19 p. 100, ont servi à financer des **locaux** (à l'exclusion des terrains); et 2 800 000 \$, ou 1,9 p. 100, ont servi à financer l'**achat de terrains**.

Si l'on compare le montant des emprunts effectués par les diverses catégories d'entreprises commerciales, ce sont les **entreprises de services** qui arrivent au premier rang, puisqu'elles ont emprunté 63 500 000 \$, ou 43,5 p. 100 du total. Viennent ensuite les **établissements de vente au détail**, avec 27 800 000 \$, ou 19,1 p. 100; le **secteur des transports**, avec 26 200 000 \$, ou 18 p. 100; les **entreprises de construction**, avec 12 700 000 \$, ou 8,7 p. 100; les **entreprises de fabrication**, avec 8 200 000 \$, ou 5,6 p. 100; le **secteur des pêches**, avec 4 500 000 \$, ou 3,1 p. 100; les **établissements de vente en gros**, avec 2 500 000 \$ ou 1,7 p. 100; et le **secteur des communications**, avec 500 000 \$, ou 0,3 p. 100.

Graphique 7

Répartition des prêts par région — Total : 13 772

Ouest canadien		
C.-B.	1 666	12,1 %
ALB.	1 616	11,8 %
SASK.	769	5,6 %
MAN.	336	2,4 %
TOTAL	4 387	31,9 %



Canada atlantique		
T.-N.	318	2,3 %
Î.-P.-É.	135	1,0 %
N.-É.	324	2,3 %
N.-B.	344	2,5 %
TOTAL	1 121	8,1 %

Centre et nord du Canada		
QC	4 350	31,6 %
ONT.	3 829	27,8 %
YUK.	24	0,2 %
T. N.-O.	61	0,4 %
TOTAL	8 264	60,0 %

Source : Banque de données sur la Loi sur les prêts aux petites entreprises.

Loi sur les prêts aux petites entreprises

Centre et nord du Canada — Québec, Ontario, Territoires du Nord-Ouest et Yukon

Sur l'ensemble des prêts consentis dans le cadre du Programme, 8 264 prêts destinés à l'amélioration d'entreprises, soit 355 996 879 \$, ont été attribués dans le centre et le nord du Canada au cours des 12 mois qui se sont terminés le 31 mars 1990. La moyenne des prêts consentis s'est accrue, passant à 43 078 \$ comparativement à 41 084 \$ pour l'exercice financier précédent.

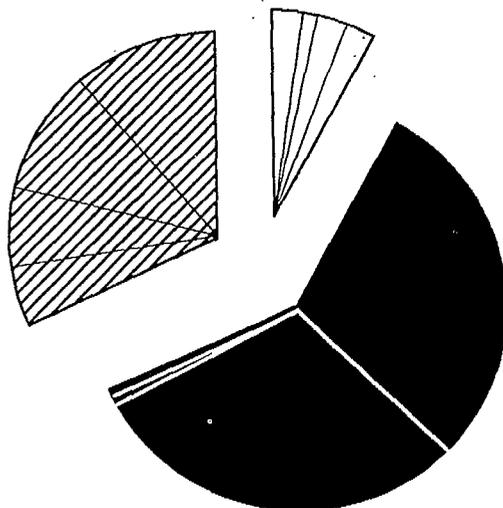
Sur les 356 000 000 \$ prêtés pendant la période à l'étude, 60 700 000 \$, ou 17,1 p. 100, ont servi à financer de l'**outillage fixe**; 185 100 000 \$, ou 52 p. 100, ont servi à financer de l'**outillage mobile**; 105 800 000 \$, ou 29,7 p. 100, ont servi à financer des **locaux** (à l'exclusion des terrains); et 4 400 000 \$, ou 1,2 p. 100, ont servi à financer l'achat de **terrains**.

Si l'on compare le montant des emprunts effectués par les diverses catégories d'entreprises, ce sont les **entreprises de services** qui arrivent au premier rang, puisqu'elles ont emprunté 164 700 000 \$, ou 46,3 p. 100 du total. Viennent ensuite les **établissements de vente au détail**, avec 102 600 000 \$, ou 28,8 p. 100; les **entreprises de fabrication**, avec 35 300 000 \$, ou 9,9 p. 100; le **secteur des transports**, avec 23 100 000 \$, ou 6,5 p. 100; les **entreprises de construction**, avec 19 000 000 \$, ou 5,4 p. 100; les **établissements de vente en gros**, avec 7 600 000 \$, ou 2,1 p. 100; le **secteur des communications**, avec 3 300 000 \$, ou 0,9 p. 100; et le **secteur des pêches**, avec 400 000 \$, ou 0,1 p. 100.

Graphique 8

Répartition des prêts par région — Montant total : 538 777 491 \$

Ouest canadien		
C.-B.	62,2 \$	11,5 %
ALB.	48,9 \$	9,1 %
SASK.	22,6 \$	4,2 %
MAN.	12,2 \$	2,3 %
TOTAL	145,9 \$	27,1 %



Canada atlantique		
T.-N.	9,2 \$	1,7 %
Î.-P.-É.	3,3 \$	0,6 %
N.-É.	11,4 \$	2,1 %
N.-B.	13,0 \$	2,4 %
TOTAL	36,9 \$	6,8 %

Centre et nord du Canada		
QC	177,7 \$	33,0 %
ONT.	175,2 \$	32,5 %
YUK.	1,1 \$	0,2 %
T. N.-O.	2,0 \$	0,4 %
TOTAL	356,0 \$	66,1 %

Source : Banque de données sur la Loi sur les prêts aux petites entreprises.

Canada atlantique — Terre-Neuve, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse et Nouveau-Brunswick

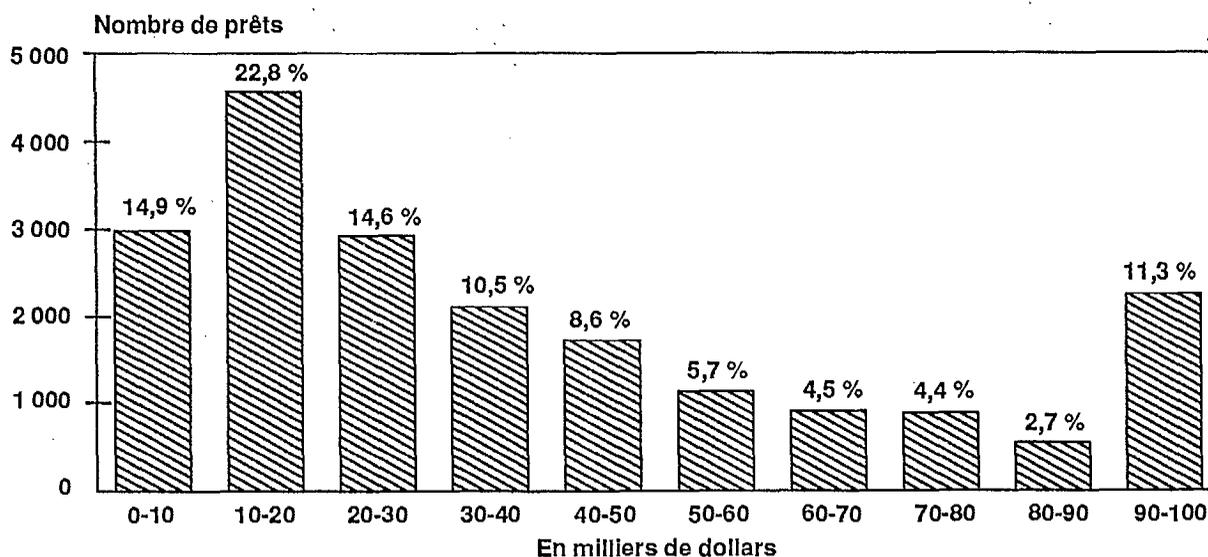
Sur l'ensemble des prêts consentis dans le cadre du Programme, 1 121 prêts destinés à l'amélioration d'entreprises représentant 36 903 190 \$ ont été attribués dans le Canada atlantique au cours des 12 mois qui se sont terminés le 31 mars 1990. La moyenne des prêts consentis a diminué, passant à 32 920 \$ comparativement à 33 883 \$ pour l'exercice financier précédent.

Sur les 36 900 000 \$ prêtés pendant la période à l'étude, 1 800 000 \$, ou 4,9 p. 100, ont servi à financer de l'outillage fixe; 24 800 000 \$, ou 67,2 p. 100, ont servi à financer de l'outillage mobile; 9 600 000 \$, ou 26 p. 100, ont servi à financer des locaux (à l'exclusion des terrains); et 700 000 \$, ou 1,9 p. 100, ont servi à financer l'achat de terrains.

Si l'on compare le montant des emprunts effectués par les diverses catégories d'entreprises commerciales, ce sont les entreprises de services qui arrivent au premier rang, puisqu'elles ont emprunté 11 100 000 \$, ou 30,1 p. 100 du total. Viennent ensuite les établissements de vente au détail, avec 7 200 000 \$, ou 19,5 p. 100; le secteur des transports, avec 5 400 000 \$, ou 14,6 p. 100; le secteur des pêches, avec 4 500 000 \$, ou 12,2 p. 100; les entreprises de construction, avec 4 000 000 \$, ou 10,9 p. 100; les entreprises de fabrication, avec 3 400 000 \$, ou 9,2 p. 100; les établissements de vente en gros, avec 1 000 000 \$, ou 2,7 p. 100; et le secteur des communications, avec 300 000 \$, ou 0,8 p. 100.

Graphique 9

Nombre et valeur des prêts — Ensemble du Programme
Du 1^{er} avril 1989 au 31 mars 1990



Source : Banque de données sur la Loi sur les prêts aux petites entreprises.

Dettes éventuelles de l'État envers les prêteurs autorisés

D'après la Loi, dès qu'un prêteur autorisé déclare les prêts destinés à l'amélioration d'entreprises qu'il a consentis au cours d'une période légale de prêts, l'État devient immédiatement tenu de rembourser éventuellement audit prêteur les pertes subies sur ces prêts, et ce, jusqu'à concurrence des proportions suivantes :

- a) 90 p. 100 de la première tranche de 125 000 \$ des prêts effectués et déclarés par le prêteur autorisé;
- b) 50 p. 100 de la deuxième tranche de 125 000 \$ des prêts effectués et déclarés par le prêteur autorisé;
- c) 10 p. 100 de tous les prêts ultérieurs, effectués et déclarés par le prêteur autorisé.

La dette éventuelle de l'État envers chaque prêteur autorisé et par période de prêts est réduite grâce au remboursement des prêts par les emprunteurs et au remboursement des pertes sur prêts par l'État. Puisqu'il n'existe plus de dette éventuelle de l'État pour les prêts consentis avant le 1^{er} juillet 1974, ces prêts n'indiquent aucun solde impayé.

Comme il est indiqué au tableau 4, le remboursement de 5 763 096 595 \$ par les emprunteurs et le remboursement par l'État de 270 959 697 \$ ont réduit à 1 387 662 527 \$ le total des prêts non remboursés figurant dans les livres comptables de tous les prêteurs autorisés.

Le remboursement des prêts et le remboursement des pertes ont continué à réduire la dette éventuelle nette de l'État à 471 248 260 \$, soit 6,3 p.100 du montant des prêts déclarés, en date du 31 mars 1990.

Une comparaison du taux relativement faible de remboursement de pertes par l'État et des investissements industriels importants, qui dépassent actuellement 650 000 000 \$ par an, fait ressortir l'effet de levier considérable du Programme.

7 421 718 819 \$	PAE consentis depuis le 1 ^{er} juillet 1974 jusqu'au 31 mars 1990 (voir tableau 4)		
	(5 763 096 595 \$) Les remboursements par les emprunteurs		
	(270 959 697 \$)* Le remboursement par l'État		4,5 % du total des remboursements
(6 034 056 292 \$)	Total des remboursements		
1 387 662 527 \$	Solde impayé des PAE au 31 mars 1990		
	Dettes éventuelles de l'État au 31 mars 1990 d'après la formule 90 p. 100/ 50 p. 100/10 p. 100 mentionnée ci-haut	471 248 260 \$	6,3 % PAE

* Dans le montant de 270 959 697 \$ correspondant aux indemnités versées par l'État — ce dernier étant subrogé — il faut inclure la somme de : 157 821 767 \$ qui, de 1961 au 31 mars 1989, correspond aux mauvaises créances conformément à la pratique établie, et celle de 24 110 170 \$ qui correspond aux mauvaises créances durant l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 1990.

Années d'activité des petites entreprises emprunteuses

Depuis le 2 novembre 1987, les prêteurs sont tenus d'indiquer le nombre d'années d'activité d'une entreprise ayant bénéficié d'un prêt destiné à son amélioration et consenti en vertu de la Loi. Par conséquent, les statistiques présentées dans les pages suivantes pour l'année financière 1987-1988 visent seulement la période allant du 2 novembre 1987 au 31 mars 1988.

Année financière	Années d'activité de l'entreprise				Sous-total	Plus de 3 ans	Total
	Démarrage	1 ^{re} année	2 ^e année	3 ^e année			
1987-1988	2 911 38,5 %	567 7,5 %	567 7,5 %	492 6,5 %	4 537 60 %	3 027 40 %	7 564 100 %
1988-1989	6 987 39,3 %	1 227 7 %	1 424 8 %	1 107 6,2 %	10 745 60,5 %	7 012 39,5 %	17 757 100 %
1989-1990	5 293 38,6 %	940 6,9 %	1 064 7,8 %	921 6,7 %	8 218 60 %	5 554 40 %	13 772 100 %

Cela prouve que les entreprises en phase de démarrage, dont on ne connaît pas le rendement sur les plans de la rentabilité et de la gestion, et les entreprises à l'étape de la formation sont les bénéficiaires de la majorité des prêts consentis aux termes de la Loi.

Emploi dans les petites entreprises emprunteuses

Les statistiques sur l'emploi sont également fournies par les prêteurs pour les prêts qu'ils ont consentis aux termes de la Loi depuis novembre 1987. Ces chiffres ont été fournis par les prêteurs.

Année financière	Entreprises	Nombre d'employés	Moyenne d'emplois par entreprise	Nombre d'employés additionnels*	
				Total	Par entreprise
1988-1989	17 757	83 678	4,7	37 290	2,1
1989-1990	13 772	63 125	4,6	36 963	2,7

* Nombre de personnes additionnelles qui seront employées en fonction des prêts d'après le compte rendu aux prêteurs par les emprunteurs.

Lorsqu'on compare le coût net des indemnités payées au montant de 26 041 709 \$ au nombre supplémentaire de 36 963 emplois, les coûts engagés en vertu de ce programme semblent justifiés.

Événements subséquents

L'adoption du projet de Loi C-56 a eu pour effet d'établir, aux termes de la Loi, une nouvelle période de prêts, soit du 1^{er} avril 1990 au 31 mars 1993. Un plafond global de 2 milliards de dollars pour la totalité des prêts consentis a été autorisé pour cette période, la onzième depuis l'entrée en vigueur de ce programme en 1961.

Pour toute question concernant le rapport annuel ou un aspect quelconque du Programme, s'adresser à :

Administration des prêts aux petites entreprises
 Industrie, Sciences et Technologie Canada
 235, rue Queen
 OTTAWA (Ont.)
 K1A 0H5

Tableau 1

Résumé des activités — Ensemble du Programme

Période	Prêts consentis à l'amélioration d'entreprises (PAE)		Moyenne des PAE \$	Créances payées	
	Nombre	Montant \$		Nombre	Montant \$
12 mois terminés le 31 déc.					
1961-1969	20 865	195 424 436	9 366	142	873 289
1970	1 367	13 772 340	10 075	27	148 649
1971	2 138	22 361 763	10 459	20	71 329
1972	2 860	28 453 509	9 949	21	125 955
1973	3 149	32 068 566	10 184	17	112 178
1974	2 947	37 241 269	12 637	37	239 175
1975	4 835	82 003 157	16 960	35	237 093
1976	5 106	91 893 663	17 997	42	231 896
1977	5 000	99 586 016	19 917	72	632 794
1978	7 319	176 711 904	24 144	122	1 380 584
1979	10 818	268 715 323	24 840	152	1 788 619
1980	16 828	421 346 123	25 038	242	3 825 688
1981	17 543	522 458 588	29 782	390	6 761 102
1982	17 376	450 802 248	25 944	561	11 705 508
1983	26 493	713 248 686	26 922	998	22 283 733
3 mois terminés le 31 mars					
1984	7 590	210 895 467	27 785	368	10 724 817
12 mois terminés le 31 mars					
1985	34 741	1 006 033 478	28 958	1 533	29 079 005
1986	23 586	737 290 100	31 259	1 884	44 429 322
1987	21 143	709 876 481	33 575	1 524	37 066 765
1988	18 665	684 487 479	36 672	1 457	35 052 253
1989	17 757	683 760 613	38 506	1 436	32 345 578
1990	13 772	538 777 491	39 121	1 224	32 951 533
Total	281 898	7 727 208 700	27 411	12 304	272 066 865

Nota : (1) Les données sur les « prêts consentis » et la « moyenne des prêts » pour la période de 12 mois se terminant le 31 mars 1989 et antérieurement peuvent différer de celles qui figurent dans les rapports annuels précédents, en raison de l'enregistrement tardif des PAE de la part des prêteurs.

(2) Après l'année civile se terminant le 31 décembre 1983, la période à l'étude a été modifiée pour coïncider avec la fin de l'année financière du gouvernement, le 31 mars.

Tableau 2

Nombre de PAE consentis et moyenne de ces prêts par région

Période – 12 mois terminés le 31 mars	PAE consentis								Moyenne des PAE \$
	Canada atlantique*		Ouest canadien**		Centre et nord du Canada***		Total		
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	
1 ^{er} avril 1987 – 4 juin 1987	290	10 123 022	–	–	–	–	–	–	35 508
5 juin 1987 – 31 mars 1988	1 252	44 631 548	–	–	–	–	–	–	
Total, Canada Atlantique	1 542	54 754 570	–	–	–	–	1 542	54 754 570	
1 ^{er} avril 1987 – 3 août 1987	–	–	2 202	69 848 268	–	–	–	–	32 688
4 août 1987 – 31 mars 1988	–	–	3 659	121 741 063	–	–	–	–	
Total, Ouest canadien	–	–	5 861	191 589 331	–	–	5 861	191 589 331	
1 ^{er} avril 1987 – 31 mars 1988	–	–	–	–	11 262	438 143 578	–	–	38 905
Total, centre et nord du Canada	–	–	–	–	11 262	438 143 578	11 262	438 143 578	
Total 1988	1 542	54 754 570	5 861	191 589 331	11 262	438 143 578	18 665	684 487 479	
Période de 12 mois se terminant au 31 mars 1989	1 584	53 670 258	5 359	185 812 253	10 814	444 278 102	17 757	683 760 613	38 506
Période de 12 mois se terminant au 31 mars 1990	1 121	36 903 190	4 387	145 877 422	8 264	355 996 879	13 772	538 777 491	39 121

* Aux fins de la présente Loi, l'Agence de promotion économique du Canada atlantique englobe, depuis le 5 juin 1987, les petites entreprises commerciales qui sont situées dans les provinces de Terre-Neuve, de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick (le Canada atlantique).

** Aux fins de la présente Loi, le ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien englobe, depuis le 4 août 1987, les petites entreprises commerciales qui sont situées dans les provinces du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique (l'Ouest canadien).

*** Aux fins de la présente Loi, Industrie, Sciences et Technologie Canada (ISTC) s'occupait des dossiers des petites entreprises commerciales de toutes les régions du Canada jusqu'au 5 juin 1987, date à laquelle était établie l'Agence de promotion économique du Canada atlantique chargée de s'occuper des dossiers des quatre provinces du Canada atlantique. Par la suite, ISTC continuait d'assumer la responsabilité des dossiers des petites entreprises partout ailleurs au Canada jusqu'à l'établissement du ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien chargé de s'occuper des dossiers des quatre provinces de l'Ouest canadien, le 4 août 1987. Depuis cette date, ISTC continue d'assumer la responsabilité des dossiers des petites entreprises situées en Ontario, au Québec, ainsi que dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon (Centre et nord du Canada).

Tableau 3

Sommaire des créances payées, recouvrements et droits

Période	Créances payées			Recouvrements de créances des années antérieures \$	Créances payées moins tous les recouvrements \$	Recette des droits de 1 p. 100 \$	Créances payées moins les recouvrements et les droits \$	
	Nombre	Montant brut \$	Recouvre- ments \$					Montant * net \$
12 mois terminés le 31 déc.								
1961-1969	142	873 289	—	873 289	(2 386)	870 903	870 903	
1970	27	148 649	—	148 649	(16 789)	131 860	131 860	
1971	20	71 329	—	71 329	(4 829)	66 500	66 500	
1972	21	125 955	—	125 955	(13 028)	112 927	112 927	
1973	17	112 178	—	112 178	(13 379)	98 799	98 799	
1974	37	239 175	—	239 175	(8 615)	230 560	230 560	
1975	35	237 093	—	237 093	(4 323)	232 770	232 770	
1976	42	231 896	—	231 896	(17 051)	214 845	214 845	
1977	72	632 794	—	632 794	(7 287)	625 507	625 507	
1978	122	1 380 584	—	1 380 584	(13 808)	1 366 776	1 366 776	
1979	152	1 788 619	—	1 788 619	(51 633)	1 736 986	1 736 986	
1980	242	3 825 688	—	3 825 688	(62 036)	3 763 652	3 763 652	
1981	390	6 761 102	—	6 761 102	(88 662)	6 672 440	6 672 440	
1982	561	11 705 508	—	11 705 508	(63 385)	11 642 123	11 642 123	
1983	998	22 283 733	—	22 283 733	(178 500)	22 105 233	22 105 233	
3 mois terminés le 31 mars								
1984	368	10 724 817	—	10 724 817	(44 625)	10 680 192	10 680 192	
12 mois terminés le 31 mars								
1985	1 533	29 079 005	—	29 079 005	(670 000)	28 409 005	28 409 005	
1986	1 884	44 450 775	(21 453)	44 429 322	(592 178)	43 837 144	36 735 813	
1987	1 524	37 331 898	(265 133)	37 066 765	(507 944)	36 558 821	29 386 654	
1988	1 457	35 379 304	(327 051)	35 052 253	(1 102 547)	33 949 706	27 310 641	
1989	1 436	32 675 582	(330 004)	32 345 578	(1 004 661)	31 340 917	24 453 006	
1990	1 224	33 562 975	(611 442)	32 951 533	(1 364 747)	31 586 786	26 041 709	
Total	12 304	273 621 948	(1 555 083)	* 272 066 865	(5 832 413)	266 234 452	(33 345 551)	232 888 901

* Correspond au montant du tableau 1.

Nota : La date d'inscription aux livres des créances payées, des recouvrements et des droits perçus coïncide avec la date à laquelle ces transactions ont été effectuées par le gouvernement.
La date d'inscription aux livres des prêts consentis (tableau 1) coïncide avec la date à laquelle ces prêts ont été consentis par un prêteur et non avec la date à laquelle le Ministre est avisé de ces prêts.

Tableau 3a

Sommaire des créances payées, recouvrements et droits par région

Période	Créances payées			Recouvrements de créances des années antérieures \$	Créances payées moins tous les recouvrements \$	Recette des droits de 1 p. 100 \$	Créances payées moins les recouvrements et les droits \$
	Nombre	Montant brut \$	Recouvrements \$				
Agence de promotion économique du Canada atlantique (Canada atlantique)							
5 juin 1987 – 31 mars 1988	60	1 298 531	(18 361)	1 280 170	(109 914)	1 170 256	733 681
1 ^{er} avril 1988 – 31 mars 1989	87	1 833 754	(5 649)	1 828 105	(88 683)	1 739 422	1 194 035
1 ^{er} avril 1989 – 31 mars 1990	72	2 181 418	(20 516)	2 160 902	(23 175)	2 137 727	1 757 793
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien (Ouest canadien)							
4 août 1987 – 31 mars 1988	423	9 926 451	(118 644)	9 807 807	(277 933)	9 529 874	8 343 772
1 ^{er} avril 1988 – 31 mars 1989	550	12 140 088	(182 759)	11 957 329	(523 203)	11 434 126	9 553 604
1 ^{er} avril 1989 – 31 mars 1990	384	9 690 789	(264 475)	9 426 314	(736 029)	8 690 285	7 197 024
Industrie, Sciences et Technologie Canada (Centre et nord du Canada) *							
1 ^{er} avril 1987 – 31 mars 1988	974	24 154 322	(190 046)	23 964 276	(714 700)	23 249 576	18 233 188
1 ^{er} avril 1988 – 31 mars 1989	799	18 701 740	(141 596)	18 560 144	(392 775)	18 167 369	13 705 367
1 ^{er} avril 1989 – 31 mars 1990	768	21 690 768	(326 451)	21 364 317	(605 543)	20 758 774	17 086 892
Total							
1 ^{er} avril 1987 – 31 mars 1988	1 457	35 379 304	(327 051)	** 35 052 253	(1 102 547)	33 949 706	27 310 641
1 ^{er} avril 1988 – 31 mars 1989	1 436	32 675 582	(330 004)	** 32 345 578	(1 004 661)	31 340 917	24 453 006
1 ^{er} avril 1989 – 31 mars 1990	1 224	33 562 975	(611 442)	** 32 951 533	(1 364 747)	31 586 786	26 041 709

* Les résultats d'Industrie, Sciences et Technologie Canada, pour l'année financière 1987-1988, incluent les résultats du Canada atlantique et de l'Ouest canadien pour la période précédant la création de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique et du ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien.

** Correspond au montant du tableau 1.

Nota : La date d'inscription aux livres des créances payées, des recouvrements et des droits perçus coïncide avec la date à laquelle ces transactions ont été effectuées par le gouvernement. La date d'inscription aux livres des prêts consentis (tableau 1) coïncide avec la date à laquelle ces prêts ont été consentis par un prêteur et non avec la date à laquelle le Ministre est avisé de ces prêts.

Tableau 5a

PAE — Banques à charte par province
Du 1^{er} avril 1989 au 31 mars 1990

Prêteur Province	Banques à charte ayant consenti 1 000 000 \$ ou plus de PAE									
	Banque Royale du Canada		Banque Canadienne Impériale de Commerce		Banque Toronto-Dominion		Banque de la Nouvelle-Écosse		Banque de Montréal	
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
C.-B.	283	11 813 400	279	11 211 407	305	9 983 579	173	6 135 944	433	15 944 015
Alb.	167	8 255 539	676	16 368 602	289	8 822 710	246	6 625 904	129	4 012 851
Sask.	259	8 139 841	162	4 330 806	52	1 550 496	127	3 271 397	44	1 496 274
Man.	85	4 025 409	127	3 426 670	38	1 456 210	53	1 896 768	20	943 379
Ouest	794	32 234 189	1 244	35 337 485	684	21 812 995	599	17 930 013	626	22 396 519
Ont.	992	53 088 784	881	39 023 294	757	33 272 007	632	24 163 156	353	14 474 353
QC	573	23 270 780	171	8 683 821	449	19 241 895	141	5 201 671	258	9 997 091
T. N.-O.	—	—	53	1 815 596	3	69 532	2	30 220	2	76 697
Yuk.	—	—	9	345 214	10	459 218	1	18 596	4	220 800
CENTRE	1 565	76 359 564	1 114	49 867 925	1 219	53 042 652	776	29 413 643	617	24 768 941
N.-B.	20	996 366	17	439 568	18	505 466	203	7 022 940	33	1 239 179
N.-É.	57	2 487 667	24	613 656	44	1 436 838	176	5 749 067	14	508 796
Î.-P.-É.	5	111 351	43	889 149	4	130 300	65	1 733 559	15	406 722
T.-N.	24	1 211 891	3	94 192	4	142 700	258	6 541 954	28	1 160 641
ATLANTIQUE	106	4 807 275	87	2 036 565	70	2 215 304	702	21 047 520	90	3 315 338
TOTAL	2 465	113 401 028	2 445	87 241 975	1 973	77 070 951	2 077	68 391 176	1 333	50 480 798

Tableau 5a (fin)

PAE — Banques à charte par province
Du 1^{er} avril 1989 au 31 mars 1990

Province	Prêteur		Banques à charte ayant consenti 1 000 000 \$ ou plus de PAE		PAE consentis par toutes les autres banques à charte		Total des PAE consentis par l'ensemble des banques à charte	
	Banque Nationale du Canada		Banque Hongkong du Canada		Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$				
C.-B.	—	—	43	1 413 290	—	—	1 525	57 018 935
Alb.	1	35 000	6	387 320	—	—	1 520	44 670 745
Sask.	1	75 100	1	24 640	—	—	650	19 076 554
Man.	—	—	—	—	—	—	324	11 772 207
OUEST	2	110 100	50	1 825 250	—	—	4 019	132 538 441
Ont.	14	839 300	—	—	4	338 741	3 660	166 533 292
QC	656	35 373 649	—	—	17	813 820	2 276	103 030 356
T. N.-O.	—	—	—	—	—	—	61	2 006 285
Yuk.	—	—	—	—	—	—	24	1 043 828
CENTRE	670	36 212 949	—	—	21	1 152 561	6 021	272 613 761
N.-B.	42	2 385 839	—	—	—	—	335	12 719 358
N.-É.	3	131 600	—	—	—	—	319	10 951 824
Î.-P.-É.	3	86 952	—	—	—	—	135	3 358 033
T.-N.	—	—	—	—	—	—	318	9 179 826
ATLANTIQUE	48	2 604 391	—	—	—	—	1 107	36 209 041
TOTAL	720	38 927 440	50	1 825 250	21	1 152 561	11 147	441 361 243

Tableau 5b

PAE — Credit Unions, caisses populaires et sociétés coopératives de crédit par province
Du 1^{er} avril 1989 au 31 mars 1990

Prêteur Province	Credit Unions, caisses populaires et sociétés coopératives de crédit ayant consenti 1 000 000 \$ ou plus de PAE								PAE consentis par toutes les autres Credit Unions, caisses populaires et sociétés coopératives de crédit		Total des PAE consentis par l'ensemble des Credit Unions, caisses populaires et sociétés coopératives de crédit	
	Kootenay Savings Credit Union		Caisse populaire Laurier		Caisse populaire N.-D. Auxiliatrice		Caisse populaire D. de Joliette		Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$				
C.-B.	47	1 333 726	-	-	-	-	-	-	77	2 604 581	124	3 938 307
Alb.	-	-	-	-	-	-	-	-	8	219 363	8	219 363
Sask.	-	-	-	-	-	-	-	-	106	2 779 319	106	2 779 319
Man.	-	-	-	-	-	-	-	-	12	415 353	12	415 353
OUEST	47	1 333 726	-	-	-	-	-	-	203	6 018 616	250	7 352 342
Ont.	-	-	-	-	-	-	-	-	6	284 282	6	284 282
QC	-	-	28	1 246 579	28	1 227 126	28	1 002 051	1 971	70 036 205	2 055	73 511 961
T. N.-O.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Yuk.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CENTRE	-	-	28	1 246 579	28	1 227 126	28	1 002 051	1 977	70 320 487	2 061	73 796 243
N.-B.	-	-	-	-	-	-	-	-	6	132 090	6	132 090
N.-É.	-	-	-	-	-	-	-	-	1	20 000	1	20 000
Î.-P.-É.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
T.-N.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ATLANTIQUE	-	-	-	-	-	-	-	-	7	152 090	7	152 090
TOTAL	47	1 333 726	28	1 246 579	28	1 227 126	28	1 002 051	2 187	76 491 193	2 318	81 300 675

Tableau 5c

PAE — Sociétés de fiducie, compagnies d'assurances et sociétés de prêt par province
Du 1^{er} avril 1989 au 31 mars 1990

Province	Prêteur		Sociétés de fiducie, d'assurances et de prêt ayant consenti 1 000 000 \$ et plus de PAE		PAE consentis par toutes les autres sociétés de fiducie, d'assurances et de prêt		Total des PAE consentis par l'ensemble des sociétés de fiducie, d'assurances et de prêt	
	Central Guaranty Trust		Trust National		Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$				
C.-B.	16	1 202 180	1	40 000	—	—	17	1 242 180
Alb.	1	13 667	6	489 500	—	—	7	503 167
Sask.	11	607 244	—	—	—	—	11	607 244
Man.	—	—	—	—	—	—	—	—
OUEST	28	1 823 091	7	529 500	—	—	35	2 352 591
Ont.	64	3 491 566	76	4 009 753	23	893 436	163	8 394 755
QC	16	892 120	3	300 000	—	—	19	1 192 120
T. N.-O.	—	—	—	—	—	—	—	—
Yuk.	—	—	—	—	—	—	—	—
CENTRE	80	4 383 686	79	4 309 753	23	893 436	182	9 586 875
N.-B.	3	152 059	—	—	—	—	3	152 059
N.-É.	1	90 000	3	300 000	—	—	4	390 000
Î.-P.-É.	—	—	—	—	—	—	—	—
T.-N.	—	—	—	—	—	—	—	—
ATLANTIQUE	4	242 059	3	300 000	—	—	7	542 059
TOTAL	112	6 448 836	89	5 139 253	23	893 436	224	12 481 525

Tableau 6

PAE par type d'entreprise commerciale et par province
Du 1^{er} avril 1989 au 31 mars 1990

Province	Entre-prise		Communications		Construction		Pêche		Fabrication		Commerce de détail		Services		Transports		Commerce de gros		Total	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
C.-B.	8	181 182	155	5 784 115	96	4 329 827	105	3 474 060	215	7 841 256	721	25 600 994	330	14 098 894	36	889 094	1666	62 199 422		
Alb.	6	246 996	164	4 354 295	1	100 000	76	2 802 682	282	9 862 271	754	21 930 601	291	8 652 687	42	990 951	1 616	48 940 483		
Sask.	2	11 926	82	1 861 174	1	40 000	44	1 178 393	191	5 424 938	350	11 010 870	84	2 667 123	15	355 533	769	22 549 957		
Man.	4	87 800	22	644 109	1	21 300	27	735 893	115	4 660 478	131	4 971 735	26	785 145	10	281 100	336	12 187 560		
OUEST	20	527 904	423	12 643 693	99	4 491 127	252	8 191 028	803	27 788 943	1 956	63 514 200	731	26 203 849	103	2 516 678	4 387	145 877 422		
Ont.	41	1 391 210	308	10 276 476	4	75 932	365	15 559 893	973	50 723 678	1 809	84 800 062	230	9 221 856	99	3 163 222	3 829	175 212 329		
QC	51	1 884 293	259	8 372 372	7	310 500	527	19 683 960	1 208	51 422 263	1 855	78 517 224	318	13 201 957	125	4 341 868	4 350	177 734 437		
T. N.-O.	-	-	10	336 064	1	14 000	-	-	10	461 260	28	815 581	10	334 480	2	44 900	61	2 006 285		
Yuk.	-	-	3	138 596	-	-	1	25 000	2	59 464	13	501 768	5	319 000	-	-	24	1 043 828		
CENTRE	92	3 275 503	580	19 123 508	12	400 432	893	35 268 853	2 193	102 666 665	3 705	164 634 635	563	23 077 293	226	7 549 990	8 264	355 996 879		
N.-B.	3	91 527	38	1 315 587	22	694 860	31	1 493 729	54	2 234 122	127	4 659 051	56	2 034 211	13	480 420	344	13 003 507		
N.-É.	6	165 720	34	1 028 834	56	1 760 949	33	1 111 272	49	2 213 721	76	2 771 917	60	1 972 253	10	337 158	324	11 361 824		
L.-P.-É.	-	-	10	267 088	51	1 239 683	9	275 457	18	310 651	36	985 847	8	223 136	3	56 171	135	3 358 033		
T.-N.	-	-	40	1 430 999	63	772 377	14	510 908	74	2 435 187	77	2 739 669	40	1 128 500	10	162 186	318	9 179 826		
ATLANTIQUE	9	257 247	122	4 042 508	192	4 467 869	87	3 391 366	195	7 193 681	316	11 156 484	164	5 358 100	36	1 035 935	1 121	35 903 190		
TOTAL	121	4 060 654	1 125	35 809 709	303	9 359 428	1 232	46 851 247	3 191	137 649 289	5 977	239 305 319	1 458	54 639 242	365	11 102 603	13 772	538 777 491		

Tableau 7

Prêts concernant l'outillage mobile par type d'entreprise commerciale et par province
Du 1^{er} avril 1989 au 31 mars 1990

Province	Communications		Construction		Pêche		Fabrication		Commerce de détail		Services		Transports		Commerce de gros		Total	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
C.-B.	6	134 990	147	5 354 951	92	4 132 447	83	2 359 787	136	3 524 467	599	17 650 482	320	13 859 662	31	679 994	1 414	47 696 780
Alb.	6	246 996	146	3 554 790	—	—	67	2 438 482	189	5 593 553	650	15 691 049	288	8 462 509	33	528 482	1 379	36 515 861
Sask.	2	11 926	77	1 665 774	1	10 000	35	719 453	136	2 741 246	263	6 240 390	80	2 523 799	11	263 755	605	14 176 343
Man.	4	87 800	18	511 709	1	21 300	21	605 173	79	1 797 146	101	2 794 398	25	758 145	10	241 960	259	6 817 631
OUEST	18	481 712	388	11 087 224	94	4 163 747	206	6 122 895	540	13 656 412	1 613	42 376 319	713	25 604 115	85	1 714 191	3 657	105 206 615
Ont.	34	911 360	277	8 811 396	2	20 832	280	10 644 873	620	19 215 748	1 410	46 739 500	225	8 881 309	84	2 273 558	2 932	97 498 576
QC	29	911 287	198	5 377 946	6	297 000	320	9 515 020	617	16 675 902	1 174	37 611 805	307	12 465 570	86	2 367 016	2 737	85 221 546
T. N.-O.	—	—	10	336 064	1	14 000	—	—	6	291 040	23	600 681	10	334 480	1	12 500	51	1 588 765
Yuk.	—	—	2	38 596	—	—	1	25 000	2	59 464	10	351 468	5	319 000	—	—	20	793 528
CENTRE	63	1 822 647	487	14 564 002	9	331 832	601	20 184 893	1 245	36 242 154	2 617	85 303 454	547	22 000 359	171	4 653 074	5 740	185 102 415
N.-B.	2	37 527	34	1 138 507	17	547 732	16	628 301	31	511 024	101	2 974 300	55	1 989 211	11	344 420	267	8 171 022
N.-É.	6	165 720	30	874 734	49	1 507 657	29	831 972	32	840 774	56	1 601 522	60	1 972 253	9	292 158	271	8 086 790
Î.-P.-É.	—	—	10	267 088	46	1 125 151	7	202 511	14	180 801	31	677 795	7	221 200	2	26 171	117	2 700 717
T.-N.	—	—	37	1 285 170	59	658 337	10	251 908	46	1 035 153	48	1 331 483	39	1 103 500	10	162 186	249	5 827 737
ATLANTIQUE	8	203 247	111	3 565 499	171	3 838 877	62	1 914 692	123	2 567 752	236	6 585 100	161	5 286 164	32	824 935	904	24 786 266
TOTAL	89	2 507 606	986	29 216 725	274	8 334 456	869	28 222 480	1 908	52 466 318	4 466	134 264 873	1 421	52 890 638	288	7 192 200	10 301	315 095 296

NOTA : Les prêts énumérés au tableau 7 et dans les tableaux suivants sont classés selon leur objet. Comme les prêts peuvent être consentis pour plus d'un objet, ces données diffèrent du nombre de prêts qui apparaissent au tableau 1 et suivants.

Tableau 8

Prêts concernant l'outillage fixe par type d'entreprise commerciale et par province
Du 1^{er} avril 1989 au 31 mars 1990

Province	Communications		Construction		Pêche		Fabrication		Commerce de détail		Services		Transports		Commerce de gros		Total	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
C.-B.	2	44 652	4	107 744	1	22 400	16	652 095	43	1 120 277	64	2 512 951	4	58 220	1	49 300	135	4 567 639
Alb.	-	-	3	122 150	-	-	8	328 013	39	1 254 061	57	1 593 432	1	57 250	5	210 239	113	3 565 145
Sask.	-	-	-	-	-	-	7	235 350	19	478 897	30	652 941	-	-	2	11 778	58	1 378 966
Man.	-	-	-	-	-	-	5	65 520	13	337 486	10	195 783	-	-	1	19 600	29	618 389
OUEST	2	44 652	7	229 894	1	22 400	36	1 280 978	114	3 190 721	161	4 955 107	5	115 470	9	290 917	335	10 130 139
Ont.	8	274 714	4	181 000	-	-	81	3 314 926	158	5 952 982	257	10 491 028	1	44 490	18	463 307	527	20 722 447
QC	22	707 348	23	599 301	1	13 500	208	6 904 622	454	13 295 440	525	17 674 902	4	142 130	28	635 368	1 265	39 972 611
T. N.-O.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	3 000	-	-	-	-	1	3 000
Yuk.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CENTRE	30	982 062	27	780 301	1	13 500	289	10 219 548	612	19 248 422	783	28 168 930	5	186 620	46	1 098 675	1 793	60 698 058
N.-B.	-	-	2	17 000	4	89 260	7	282 866	8	113 248	10	297 968	-	-	-	-	31	800 342
N.-É.	-	-	2	10 400	2	57 192	2	121 000	8	228 066	9	132 886	-	-	-	-	23	549 544
I.-P.-É.	-	-	-	-	3	18 520	-	-	1	1 320	1	29 700	1	1 936	-	-	6	51 476
T.-N.	-	-	-	-	3	54 040	2	124 000	4	77 489	5	124 590	-	-	-	-	14	380 119
ATLANTIQUE	-	-	4	27 400	12	219 012	11	527 866	21	420 123	25	585 144	1	1 936	-	-	74	17
TOTAL	32	1 026 714	38	1 037 595	14	254 912	336	12 028 392	747	22 859 266	969	33 709 181	11	304 026	55	1 389 592	2 202	72 609 678

Tableau 9

Prêts consentis pour l'amélioration des locaux par type d'entreprise commerciale et par province
Du 1^{er} avril 1989 au 31 mars 1990

Province	Entre-prise		Communications		Construction		Pêche		Fabrication		Commerce de détail		Services		Transports		Commerce de gros		Total	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
C.-B.	1	1 540	-	-	1	25 000	4	118 428	51	1 561 916	76	2 376 263	1	15 000	1	6 000	135	4 104 147		
Alb.	-	-	6	147 245	-	-	3	36 187	50	1 195 412	58	1 566 113	-	-	1	30 000	118	2 974 957		
Sask.	-	-	-	-	-	-	5	40 090	42	1 063 358	58	1 459 559	1	30 420	2	34 000	108	2 627 427		
Man.	-	-	1	12 000	-	-	4	65 200	32	974 365	25	718 616	-	-	2	30 200	64	1 800 381		
OUEST	1	1 540	7	159 245	1	25 000	16	259 905	175	4 795 051	217	6 120 551	2	45 420	6	100 200	425	11 506 912		
Ont.	6	205 136	18	669 822	-	-	32	724 262	405	16 978 969	489	17 676 110	2	31 057	10	170 917	962	36 456 273		
QC	7	121 508	17	550 350	-	-	54	1 174 113	339	8 524 863	346	11 219 197	-	-	18	426 890	775	22 016 921		
T. N.-O.	-	-	-	-	-	-	-	-	2	60 720	1	30 000	-	-	1	32 400	4	123 120		
Yuk.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
CENTRE	13	326 644	35	1 220 172	-	-	86	1 898 375	740	25 564 552	836	28 925 307	2	31 057	29	630 207	1 741	58 596 314		
N.-B.	-	-	-	-	-	-	1	15 737	15	415 586	21	576 141	-	-	-	-	37	1 007 464		
N.-É.	-	-	1	30 000	2	38 100	1	35 000	15	578 589	12	272 835	-	-	1	45 000	32	999 524		
Î.-P.-É.	-	-	-	-	-	-	2	55 946	5	105 880	1	24 000	-	-	-	-	8	185 826		
T.-N.	-	-	-	-	-	-	-	-	9	220 465	9	168 656	-	-	-	-	18	389 121		
ATLANTIQUE	-	-	1	30 000	2	38 100	4	106 683	44	1 320 520	43	1 041 632	-	-	1	45 000	95	2 581 935		
TOTAL	14	328 184	43	1 409 417	3	63 100	106	2 264 963	959	31 680 123	1 096	36 087 490	4	76 477	36	775 407	2 261	72 685 161		

Tableau 9a

Prêts consentis pour financer la construction de locaux par type d'entreprise commerciale et par province
Du 1^{er} avril 1989 au 31 mars 1990

Province	Entre-prise		Communications		Construction		Pêche		Fabrication		Commerce de détail		Services		Transports		Commerce de gros		Total	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
C.-B.	-	-	6	188 320	2	90 000	2	88 500	14	648 469	31	1 253 569	1	7 200	-	-	56	2 276 058		
Alb.	-	-	6	231 820	1	100 000	-	-	19	815 596	29	1 325 615	2	82 528	-	-	57	2 555 559		
Sask.	-	-	3	142 050	1	30 000	1	43 125	9	231 899	21	684 284	1	43 904	1	29 000	37	1 204 262		
Man.	-	-	3	120 400	-	-	-	-	9	400 482	8	488 653	-	-	-	-	20	1 009 535		
OUEST	-	-	18	682 590	4	220 000	3	131 625	51	2 096 446	89	3 752 121	4	133 632	1	29 000	170	7 045 414		
Ont.	-	-	12	536 958	-	-	11	477 932	102	4 950 937	98	5 087 811	2	166 200	1	10 000	226	11 229 838		
QC	1	2 250	19	1 095 521	-	-	12	526 323	89	3 875 843	64	3 026 195	2	118 790	4	167 844	191	8 812 766		
T. N.-O.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	9 900	-	-	-	-	1	9 900		
Yuk.	-	-	1	100 000	-	-	-	-	-	-	1	47 000	-	-	-	-	2	147 000		
CENTRE	1	2 250	32	1 732 479	-	-	23	1 004 255	191	8 826 780	164	8 170 906	4	284 990	5	177 844	420	20 199 504		
N.-B.	-	-	1	100 000	2	37 168	5	345 325	7	262 903	5	202 706	1	45 000	2	136 000	23	1 129 102		
N.-É.	-	-	-	-	2	55 000	1	84 000	2	159 882	8	449 974	-	-	-	-	13	748 856		
I.-P.-É.	-	-	-	-	1	78 412	1	17 000	1	22 650	3	130 352	-	-	1	30 000	7	278 414		
T.-N.	-	-	2	107 579	-	-	2	135 000	2	114 800	6	277 500	1	25 000	-	-	13	659 879		
ATLANTIQUE	-	-	3	207 579	5	170 580	9	581 325	12	560 235	22	1 060 532	2	70 000	3	166 000	56	2 816 251		
TOTAL	1	2 250	53	2 622 648	9	390 580	35	1 717 205	254	11 483 461	275	12 983 559	10	488 622	9	372 844	646	30 061 169		

Tableau 9b

Prêts consentis pour l'achat de locaux par type d'entreprise commerciale et par province
Du 1^{er} avril 1989 au 31 mars 1990

Province	Communications		Construction		Pêche		Fabrication		Commerce de détail		Services		Transports		Commerce de gros		Total	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
C.-B.	-	-	3	116 027	1	59 980	3	177 000	14	854 600	30	1 475 479	2	126 900	3	153 800	56	2 963 786
Alb.	-	-	2	86 580	-	-	-	-	19	812 979	31	1 330 832	-	-	1	28 000	53	2 258 391
Sask.	-	-	2	34 000	-	-	2	73 500	22	798 158	39	1 540 046	3	57 075	-	-	68	2 502 779
Man.	-	-	-	-	-	-	-	-	15	736 902	12	683 400	1	27 000	-	-	28	1 447 302
OUEST	-	-	7	236 607	1	59 980	5	250 500	70	3 202 639	112	5 029 757	6	210 975	4	181 800	205	9 172 258
Ont.	-	-	-	-	1	35 100	6	322 300	43	2 802 650	61	3 891 080	2	110 000	3	142 000	116	7 303 130
QC	2	137 500	12	600 800	-	-	23	1 238 650	155	8 338 443	155	8 137 571	10	405 427	10	622 783	367	19 481 174
T. N.-O.	-	-	-	-	-	-	-	-	1	28 000	3	112 000	-	-	-	-	4	140 000
Yuk.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3	103 300	-	-	-	-	3	103 300
CENTRE	2	137 500	12	600 800	1	35 100	29	1 560 950	199	11 169 093	222	12 243 951	12	515 427	13	764 783	490	27 027 604
N.-B.	1	54 000	1	4 080	-	-	5	176 950	12	763 469	11	594 436	-	-	-	-	30	1 592 935
N.-É.	-	-	1	99 000	1	67 500	1	54 000	6	274 410	6	314 700	-	-	-	-	15	809 610
Î.-P.-É.	-	-	-	-	1	5 600	-	-	-	-	2	124 000	-	-	-	-	3	129 600
T.-N.	-	-	1	38 250	1	60 000	-	-	16	799 930	18	804 190	-	-	0	-	36	1 702 370
ATLANTIQUE	1	54 000	3	141 330	3	133 100	6	230 950	34	1 837 809	37	1 837 326	-	-	-	-	84	4 234 515
TOTAL	3	191 500	22	978 737	5	228 180	40	2 042 400	303	16 209 541	371	19 111 034	18	726 402	17	946 583	779	40 434 377

Tableau 10

Prêts consentis pour l'achat de terrains par type d'entreprise commerciale et par province
Du 1^{er} avril 1989 au 31 mars 1990

Province	Communications		Construction		Pêche		Fabrication		Commerce de détail		Services		Transports		Commerce de gros		Total	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
C.-B.	-	-	1	36 000	-	-	3	78 250	3	116 600	11	328 250	2	31 912	-	-	20	591 012
Alb.	-	-	5	211 710	-	-	-	-	6	206 500	15	407 730	1	50 400	2	194 230	29	1 070 570
Sask.	-	-	3	18 300	-	-	2	61 875	9	112 430	21	433 650	2	11 925	1	22 000	38	660 180
Man.	-	-	-	-	-	-	-	-	11	388 822	5	105 500	-	-	-	-	16	494 322
OUEST	-	-	9	266 010	-	-	5	140 125	29	824 352	52	1 275 130	5	94 237	3	216 230	103	2 816 084
Ont.	-	-	2	72 500	1	20 000	4	75 600	14	801 510	24	892 455	-	-	2	140 000	47	2 002 065
QC	1	4 400	2	37 514	-	-	12	349 235	34	701 326	38	893 594	1	61 000	5	182 350	93	2 229 419
T. N.-O.	-	-	-	-	-	-	-	-	2	81 500	1	60 000	-	-	-	-	3	141 500
Yuk.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CENTRE	1	4 400	4	110 014	1	20 000	16	424 835	50	1 584 336	63	1 846 049	1	61 000	7	322 350	143	4 372 984
N.-B.	-	-	1	56 000	1	20 700	3	44 550	6	167 892	1	13 500	-	-	-	-	12	302 642
N.-É.	-	-	-	-	1	35 500	-	-	3	132 000	-	-	-	-	-	-	4	167 500
I.-P.-É.	-	-	-	-	1	12 000	-	-	-	-	-	- F	-	-	-	-	1	12 000
T.-N.	-	-	-	-	-	-	-	-	4	187 350	4	33 250	-	-	-	-	8	220 600
ATLANTIQUE	-	-	1	56 000	3	68 200	3	44 550	13	487 242	5	46 750	-	-	-	-	25	702 742
TOTAL	1	4 400	14	432 024	4	88 200	24	609 510	92	2 895 930	120	3 167 929	6	155 237	10	538 580	271	7 891 810